



Gare au dogmatisme vert

Christophe Ramaux

Christophe Ramaux, Centre d'Économie de la Sorbonne –
Université Paris I, membre des Économistes atterrés

Une version courte de cette note est parue dans *Le Monde* sous
le titre « Les partisans de la décroissance abandonnent de fait
l'objectif du plein-emploi », (1^{er} juin 2020)

Publié en juin 2020.

La Conférence Gambetta est un laboratoire d'idées républicaines et sociales qui vise à réunir des universitaires, praticiens et citoyens engagés pour croiser les points de vue dans une même poursuite de l'intérêt général au cours de conférences ouvertes à tous ; mettre en valeur des recherches et des débats rendus invisibles par le flot médiatique ; fournir des sources d'inspiration pour le "métier de citoyen".



<https://www.facebook.com/ConfGambetta/>



<https://twitter.com/confgambetta>



<http://www.conferencegambetta.fr/>

La crise du coronavirus fait ressurgir deux exigences : le pouvoir d'achat des « premiers de corvées » et l'écologie. Comment les concilier ? Sans prétendre épuiser le sujet, on se concentre ici sur une question : est-il possible d'augmenter le revenu des moins aisés sans croissance du PIB, voire en le réduisant comme le préconisent les partisans de la décroissance ?

Pour répondre à cette question, il convient de se pencher sur le niveau de vie des ménages. Celui-ci désigne leurs revenus primaires (revenus d'activité et du patrimoine), mais aussi les prestations sociales reçues (retraite, allocations familiale et chômage, minima sociaux...), dont sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs versés¹. Ce niveau de vie est calculé par unité de consommation, ce qui permet de tenir compte de la taille du ménage et ainsi des économies d'échelle réalisées en son sein (le premier adulte compte pour 1 UC, les autres personnes de 14 ans ou plus pour 0,5 UC, les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC)².

Le niveau de vie moyen est de 2 000 euros par mois, le niveau de vie médian (la moitié touchent plus, l'autre moins) de 1 735 euros (données Insee sur l'année 2017). Celui des 10 % les plus pauvres est de 700 euros, celui des 10 % les plus riches de 4 763 euros, soit un rapport d'inégalités interdécile de 6,8 (cf. tableau ci-dessous)³. Ces chiffres intègrent déjà de la redistribution. Pour les seuls revenus primaires, le niveau de vie des 10 % les plus aisés est 22,2 fois plus élevés que celui des 10 % les plus pauvres⁴. Les prestations sociales de solidarité (familiales, allocation logement, minima sociaux...) permettent d'augmenter de plus de 200 % le niveau de vie des plus pauvres, tandis que celui des 10 % les plus aisés est réduit de 23 % par les prélèvements.

Niveau de vie moyen par décile en 2017

¹ Les impôts indirects tels que la TVA ne sont en revanche pas déduits.

² Un couple avec deux enfants de plus de 14 ans, compte ainsi pour 2,5 UC.

³ Le 1^{er} décile se situe à 933 euros par mois, ce qui signifie que les 10 % les plus pauvres ont moins que cette somme (ils ont en moyenne 700 euros). A l'autre extrémité, les 10 % les plus riches ont plus de 3 184 euros par mois (ils ont en moyenne 4 763 euros).

⁴ Le revenu primaire intègre les revenus d'activité (salaire, revenu des indépendants...), les revenus du patrimoine mais aussi ici les revenus d'assurance sociale (retraite, chômage...). Données Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4238399?sommaire=4238781>

	Annuel	Mensuel	% du revenu global
< 1 ^{er} décile (A)	8 400	700	4%
Entre le 1 ^{er} et le 2 ^e décile	12 710	1 059	5%
Entre le 2 ^e et le 3 ^e décile	15 280	1 273	6%
Entre le 3 ^e et le 4 ^e décile	17 530	1 461	7%
Entre le 4 ^e et le 5 ^e décile	19 700	1 642	8%
Entre le 5 ^e et le 6 ^e décile	22 000	1 833	9%
Entre le 6 ^e et le 7 ^e décile	24 650	2 054	10%
Entre le 7 ^e et le 8 ^e décile	28 060	2 338	12%
Entre le 8 ^e et le 9 ^e décile	33 720	2 810	14%
> 9 ^e décile (B)	57 160	4 763	24%
Niveau de vie moyen	23 920	1993	
Rapport (B)/(A) (3)	6,80	6,80	

Données INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2417897>

Il y a cependant de la marge pour la justice sociale puisqu'au final, après redistribution, les 10 % les plus pauvres ne bénéficient que de 3,5 % de la masse des revenus alors que les 10 % les plus aisés en capturent 24 %⁵.

⁵ Ne sont pas pris en compte ici les revenus dont bénéficient *de facto* les propriétaires occupant leur logement (ce qu'on nomme les loyers fictifs) qui sont bien entendu plus nombreux en haut qu'en bas de l'échelle sociale. Cf https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/3549496/REVPMEN18_F1.5_niv-loyers-prop.pdf. En sens inverse, ne sont pas non plus pris en compte les transferts sociaux en nature (consommation d'éducation, de soins...) qui bénéficient plus amplement aux plus démunis dans la mesure où on y trouve plus de ménages avec enfants.

Quelles sont les **inégalités de revenus** en France ?

- Niveau de vie moyen = 2000 € / mois
- Niveau de vie médian = 1735 € / mois
- Niveau de vie des 10 % les plus pauvres = 700 € / mois
- Niveau de vie des 10% les plus riches = 4763 € / mois



Rapport d'inégalité interdécile français*

- Avec les prestations sociales = 6,8
- Si la France n'avait pas de mécanismes de redistribution = 22,2

*<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2417897>

Entre décroissance ou hausse du SMIC, il faut choisir !

Le Smic net est aujourd'hui de 1 200 euros. La CGT demande de le passer à 1 450 euros (une hausse de 20 %). Certains gilets jaunes ont revendiqué une hausse plus limitée (de 8 %) à 1 300 euros.

Retenons ces 1 300 euros comme horizon de justice sociale *a minima*. Aujourd'hui 30 % des ménages – avec des sans-emploi, travailleurs précaires ou à temps partiel – n'atteignent pas ce niveau de vie. Pour qu'ils l'obtiennent, il faudrait que le niveau de vie des 10 % les plus aisés passe de 4 763 euros à 3 996 euros (une baisse de 16 %). Au sein de ces 10 % les plus aisés, on peut évidemment réduire en priorité les revenus des 1 % les plus riches, qui captent à eux seuls 5 % du gâteau global, mais cela ne change pas les masses en jeu, le niveau de vie moyen des 10 % intégrant ces 1 %⁶.

Si l'on souhaite de surcroît revaloriser de 10 % le niveau de vie des 20 % de ménages situés juste en dessous de la médiane (ceux compris entre les 30 % les plus pauvres et les 50 % les plus aisés), le niveau de vie des 10 % les plus aisés doit alors passer à 3 586 euros (la baisse cumulée atteint 25 %)⁷. A ce stade, soulignons-le, les classes moyennes et

⁶ En 2017, les 1 % les plus riches avaient un niveau de vie égal ou supérieur à 6 790 euros par mois (15 231 pour le millième le plus riche).

⁷ Avec une cible à 1 450 euros nets, le revenu des 10 % les plus aisés devrait passer à 3 136 euros soit une réduction de 35 %.

moyennes supérieures se situant entre le 5^e et le 9^e décile n'ont aucune hausse du pouvoir d'achat.

Tout cela, surtout, a été posé avec l'hypothèse d'un PIB constant et partant d'un revenu global des ménages constant. Est-il possible de réduire l'un et l'autre en ne tablant que sur la réduction des revenus des plus riches ? Pour que ceux-ci amortissent seuls le choc d'une baisse du revenu global de 5 %, leur niveau de vie devrait baisser de 1 000 euros. Combiné aux objectifs sociaux précédents, il devrait en conséquence passer à 2 586 euros. En fait, les 10 % les plus riches ne le seraient plus, leur niveau de vie moyen passant en deçà du décile du dessous (2 810 euros pour le 9^e décile). Si l'on retient une hypothèse de baisse de 10 % du revenu global, plus audacieuse en termes de décroissance, le revenu des 10 % les plus riches devrait passer à 1 586 euros, soit bien en dessous du niveau de vie moyen actuel de l'ensemble de la population.

Quelle incidence sur le revenu des 10% des Français les plus riches, en cumulant **décroissance et augmentation du SMIC à 1300 € ?**

Scénario 1 - PIB constant



- **16%** (le revenu des 10% les plus riches passe de 4763 € à 3586 €)

Scénario 2 - Baisse de 5% du PIB



- **46%** (le revenu des 10% les plus riches passe de 4763 € à 2586€)

Scénario 3 - Baisse de 10% du PIB



- **67%** (le revenu des 10% les plus riches passe de 4763 € à 1586€)

Entre décroissance ou partage des richesses, il faut choisir...

Le bilan est clair : avec la décroissance, il n'est pas possible d'augmenter significativement le revenu des classes laborieuses en tablant uniquement sur le fait de faire « payer les riches ». Il faudrait réduire simultanément le niveau de vie des classes moyennes et moyennes supérieures. Or on y trouve des infirmières à l'hôpital ou bien encore des instituteurs, deux catégories mal rémunérées en France⁸.

⁸ Le salaire nets moyens d'une infirmière (à temps plein) à l'hôpital est de l'ordre de 2 260 euros (source : Portrait des professionnels de santé, DREES, p. 74, <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et->

Réorienter la production plutôt que décroître

Que faire ? La crise du coronavirus se traduit déjà par une chute du PIB et partant du revenu des ménages, beaucoup plus brutale pour les plus démunis, les précaires notamment qui ont vu leur contrat non renouvelé. Il y a bien lieu de réduire les inégalités en taxant les plus riches. De même, il y a lieu de réduire certaines productions (charbon, pétrole, SUV...). Mais bien plus qu'une décroissance globale, c'est la réorientation de la production qu'il importe d'opérer. Le PIB est un indicateur précieux. Pour défendre les services publics puisque son calcul stipule, contre l'avis des libéraux, qu'ils sont productifs, créent de la richesse monétaire, au même titre que la production marchande ; par leur travail, les fonctionnaires ont augmenté la valeur ajoutée de 397 milliards en 2019 (soit 16 % du PIB). Précieux aussi en ce que qu'il se décline de trois façons différentes : par la production, mais aussi par la demande (consommation dont celle de services publics et investissement) et enfin par les revenus (salaires, revenus du capital, etc...). Réduire le PIB c'est réduire la production et la demande, mais aussi automatiquement les revenus distribués. D'où l'impasse sociale qui vient d'être évoquée, impasse abyssale, pour ne pas dire indécente, si l'on songe aux pays les moins avancés. Le capitalisme laissé à lui-même est productiviste : peu importe le contenu de la croissance pourvu qu'elle soit profitable. Les partisans de la décroissance voient symétriquement – preuve qu'on est souvent prisonnier du schéma intellectuel de ceux qu'on combat – le salut dans la baisse de la production. Ils arguent que le découplage entre production et émission de gaz à effet de serre est impossible, sans craindre de discréditer ainsi l'objectif de neutralité carbone en 2050, soit des émissions nettes nulles (émissions entièrement compensées) à cette date, où la production ne pourra évidemment pas être nulle. Le découplage entre production et émissions de GES a déjà commencé à l'échelle mondiale. Comment l'amplifier ? En réduisant l'intensité énergétique de la production, ce qui passe par la rénovation thermique du bâti, la relocation de production, la priorité à accorder aux consommations et production peu énergivores (santé, éducation, culture...), car le PIB ce n'est pas seulement la production matérielle, contrairement à ce que soutient Jean-Marc Jancovici.

En réduisant simultanément l'intensité carbone de l'énergie par le recours à l'électricité non carbonée, avec les renouvelables, mais aussi le nucléaire faut-il avoir le courage de reconnaître comme le souligne pour le coup Jean-Marc Jancovici, puisque l'éolien et le photovoltaïque exigent – faute de dispositif de stockage massif de l'électricité – des compléments particulièrement nocifs s'ils sont en gaz ou pire en charbon (le kWh en Allemagne émet ainsi 8 fois de GES qu'en France), sans parler de l'empreinte au sol – destructrice de biodiversité – 1000 fois plus importante par kWh pour le solaire que le nucléaire.

Au mépris du social, la plupart des partisans de la décroissance invitent à abandonner l'objectif du plein emploi. Mal logement, santé, éducation, nourriture saine, rénovation thermique, transports non carbonés, etc. : le social comme l'écologie appellent pourtant un choc d'activité, avec à la clé des millions d'emplois à créer. Et un emploi quel qu'il soit (y compris public ou associatif) augmente la richesse monétaire (le PIB), et partant le niveau de vie.

Concilier le social et l'écologie, le rouge et le vert en un sens, est possible. Mais avec quelle boussole ? L'émancipation sociale au XX^e siècle a été embrumée par le dogmatisme rouge. Puisse l'écologie au XXI^e siècle ne pas l'être par le dogmatisme vert.